

# Comparaison de projets constituants

Version du 21 septembre 2013

	Points importants à surveiller	Le Plan C : une constitution citoyenne <a href="http://etienne.chouard.free.fr/wikiconstitution">http://etienne.chouard.free.fr/wikiconstitution</a>	5ème République (Constitution de 1958) <a href="http://fr.wikipedia.org/wiki/Constitutions_fran%C3%A7aises">http://fr.wikipedia.org/wiki/Constitutions_fran%C3%A7aises</a>	Projet d'institutions européennes (TCE) (déjà largement en place) <a href="http://etienne.chouard.free.fr/Europe/Texte_integral_TCE_485_pages.pdf">http://etienne.chouard.free.fr/Europe/Texte_integral_TCE_485_pages.pdf</a>	Votre projet personnel ?
1	DÉSINTÉRESSEMENT des constituants aux fonctions qu'ils instituent eux-mêmes (tirage au sort et inéligibilité)	OUI	Non	Non	
2	Indépendance et contrôle citoyen du Conseil Constitutionnel	Supprimé ou tiré au sort. Pas de pouvoir de décider seul. Idéalement : remplacé par la Chambre des Citoyens	Non organe politicien hors contrôle citoyen	Cour de Justice contrôlée par les exécutifs qui nomment les juges pour 6 ans renouvelables	
3	Référendum obligatoire pour toute révision de la Constitution	OUI sans aucune exception	Non possibilité de révision par le Congrès (deux chambres réunies) sans référendum !	Non Procédure de révision simplifiée (art. IV-444) sans référendum !	
4	Force supérieure du Préambule sur toute autre règle	OUI expressément affirmée	Non	Non au contraire	
5	Force supérieure de la Constitution sur les traités	OUI contrôlée par la Chambre des Citoyens			
6	Arbitrages populaires en cas de conflits entre organes	OUI	Non	Non	
7	Référendum d'initiative populaire législatif	OUI, national et local : déclenché par 1% des inscrits et confirmé par 50% des votants	NON Le prétendu référendum d'initiative populaire récemment institué en France est EN FAIT un référendum d'initiative PARLEMENTAIRE !!!	Non (le droit d'invitation de l'article I-47.4 du TCE n'est pas du tout un RIP puisqu'il n'entraîne AUCUNE obligation et ne peut JAMAIS contredire la constitution)	
8	Référendum d'initiative populaire abrogatoire	OUI, national et local : déclenché par 1% des inscrits et confirmé par 50% des votants	NON Le prétendu référendum d'initiative populaire récemment institué en France est EN FAIT un référendum d'initiative PARLEMENTAIRE !!!	Non (le droit d'invitation de l'article I-47.4 du TCE n'est pas du tout un RIP puisqu'il n'entraîne AUCUNE obligation et ne peut JAMAIS contredire la constitution)	
9	Référendum d'initiative populaire révocatoire	OUI, national et local : déclenché par 1% des inscrits et confirmé par 50% des votants	NON Le prétendu référendum d'initiative populaire récemment institué en France est EN FAIT un référendum d'initiative PARLEMENTAIRE !!!	Non (le droit d'invitation de l'article I-47.4 du TCE n'est pas du tout un RIP puisqu'il n'entraîne AUCUNE obligation et ne peut JAMAIS contredire la constitution)	
10	Référendum d'initiative populaire constituant	OUI déclenché par 1% des inscrits et confirmé par 50% des votants	NON Le prétendu référendum d'initiative populaire récemment institué en France est EN FAIT un référendum d'initiative PARLEMENTAIRE !!!	Non (le droit d'invitation de l'article I-47.4 du TCE n'est pas du tout un RIP puisqu'il n'entraîne AUCUNE obligation et ne peut JAMAIS contredire la constitution)	
11	Responsabilité des acteurs politiques (reddition des comptes et sanctions)	OUI, reddition des comptes devant des jurys de citoyens tirés au sort, plusieurs fois par mandat	Non ou resp. factice (Censure rendue théorique par le contre feu de la dissolution et la totale irresponsabilité du Président)	Non ou resp. factice (censure de la Commission aux 2/3 et seulement pour sa gestion) Les fonctionnaires de l'UE jouissent même d'une immunité judiciaire à vie !!!	
12	Contre pouvoir au Gouvernement	Censure par le Parlement (50%) ou par RIP (50%)	Censure théorique à cause du contre feu de la dissolution	Non	
13	Contre pouvoir au Parlement	Dissolution par le gouvernement ou par RIP	Dissolution par le Président	Non	
14	Contre pouvoir aux juges	OUI Possibilité de mise en cause des juges devant des Jurys de Citoyens tirés au sort	Non puisque les juges professionnels sont jugés par leurs pairs (donc pas du tout désintéressés)	Non	
15	Contre pouvoir au CSA	RIP	Non	Non	
16	Pouvoirs importants de la Cour des Comptes	Oui : grands pouvoirs d'investigation et de poursuite judiciaire, même contre des agents en exercice. Graves sanctions des juges de la Cour des Comptes en cas d'"erreur".	Non Cour sans réel pouvoir	Non	
17	Constitutionnalisation du mode de scrutin (pour le mettre hors de portée des parlementaires, juges et parties)	OUI	Non les élus tripotent eux-mêmes les règles de leur propre élection	sans référendum !	

	Points importants à surveiller	Le Plan C : une constitution citoyenne	5ème République (Constitution de 1958)	Projet d'institutions européennes (TCE) (déjà largement en place)	Votre projet personnel ?
18	CHOIX DES CANDIDATS POPULAIRE ET LIBRE	OUI	NON Les partis imposent leurs candidats, + scandale des 500 signatures d'élus (publiées pour permettre 1 chantage).	NON Les partis — seuls à même de financer des campagnes électorales à répétition — imposent leurs candidats, toujours des professionnels de la politique	
19	Respect du vote blanc	OUI : le vote blanc est décompté et il invalide l'élection quand il est majoritaire (on la recommence avec d'autres candidats)	NON Les votes blancs sont scandaleusement mélangés avec les votes NULS (les erreurs) ; ces votes de protestation explicite ne sont même pas décomptés !	Non	
20	Interdiction du cumul des mandats	OUI, sauf conseiller municipal (bénévole)			
21	Limitation du renouvellement des mandats	OUI : un seul renouvellement Discussion : est-ce indis. si RIC ?	Non	Non	
22	QUORUM (taux de participation minimum pour qu'une élection soit valide et s'impose à tous)	OUI : 60% ?	Non	Non	
23	Mode de scrutin pour l'assemblée nationale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mixte : majoritaire et proportionnelle sur les restes</li> <li>Alternative = vote à points (positifs et négatifs)</li> <li>Paradoxe de Condorcet et solution de Borda.</li> </ul>	Uninominal à deux tours, ce qui favorise les grands partis et écrase les petits	Scrutin de liste, proportionnel, mais sans possibilité de corriger la liste (ce qui garantit l'élection — et l'IMPUNITÉ POLITIQUE — aux têtes de listes) De toute façon, le Parlement est sans pouvoir réel.	
24	Organisation de la deuxième chambre	Chambre des citoyens, tirée au sort, avec contrôle des institutions, droit de veto sur les lois et initiative des lois	Le Sénat est structurellement conservateur et bloque toute réelle réforme. Son mode de désignation est antidémocratique (élus par les élus, ce qui donne une sorte de mafia politique qui permet de protéger les voleurs des foudres de la Justice)	La deuxième chambre législative est composée de... ministres. C'est tout simplement une escroquerie.	
25	Protection et énumération des services publics	OUI, solennelle, dans le Préambule avec contrôle par la Chambre des Citoyens	Non	Non pas dans le TCE	
26	Référendum avant toute nationalisation ou privatisation d'importance	OUI	Non	Non	
27	Contrôle public de la création monétaire et des banques	OUI banques nationalisées par principe après référendum	Non	Non	
28	Contrôle public de la télévision	OUI : CSA indépendant et puissant, sous contrôle citoyen	Partiel  Le CSA a peu de pouvoirs et sa composition est politiquement orientée	Non	
29	Protection de la parole donnée aux mouvements sociaux dans les médias de masse	OUI : garantie par le CSA	Non	Non	
30	Constitutionnalisation du droit à l'Internet gratuit et de la consultation systématique des citoyens pour une réelle recherche de la volonté générale	OUI	Non	Non	
31	Contrôle public des oligopoles (énergie, communication, santé, transports, grande distribution, eau, médicaments, soins, info, stats, sondages...)	OUI et privatisation proposée obligatoirement au référendum	Théorique : sans aucun contrôle citoyen des actes du gouvernement	Contrôles tendancieux (anti-État)  Les monopoles d'État sont les principaux visés	
32	Laïcité fortement proclamée et concrètement défendue	OUI	Non	Non	
33	Participation des salariés à la gestion des entreprises et droit de veto contre les fusions et ventes inutiles.	OUI	Non	Non	
34	Modes d'expression des initiatives populaires	RIP x 4 Jurys citoyens Chambre des Citoyens Radio et télévision sociales	Non	Non	
35	ARMÉE&POLICE=CONSCRITS + peuple armé et entraîné	OUI	Non	Non	
36	Interdiction générale d'agression extérieure + Référendum obligatoire pour autoriser toute intervention armée + Obligation pour ceux qui votent la guerre d'y aller eux-mêmes	OUI	Non	Non	